

SÉNÉGAL

GÉNÉRALITÉS

Caractéristiques géographiques et humaines

- **Superficie** : 197 161 km²
- **Population** : 11,7 millions d'habitants. Densité : 59 habitants/km². Part de la population urbaine : 51 %. Taux de croissance démographique : 2,4 %. Langue officielle : français.
- **Principales villes** : Dakar (capitale administrative), Thiès, Ziguinchor, Saint-Louis.
- **Régime politique** : M. Abdoulaye Wade, élu Président de la République en 2000, a été réélu le 27 février 2007 au premier tour avec près de 56 % des voix pour un nouveau mandat de 7 ans. Suite aux élections législatives du 3 juin 2007, M. Macky Sall a été remplacé au poste de Premier Ministre par M. Cheikh Hadjibou Soumaré et un nouveau Gouvernement a été formé.

Économie

- **PIB par habitant** : USD 786 (2006)
- **Répartition par secteurs d'activité**

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
PIB (2006)	14,6 %	21,5 %	63,9 %
Population active	77 %	7 %	16 %

Indicateurs sociaux

Espérance de vie (années) :	56,0	Population en deçà du seuil de pauvreté* :	22,3 %
Taux de mortalité infantile :	7,8 %	Indicateur de dévelop. humain – Classement :	156 ^{ème} /177
Taux alphabét. des adultes :	39,3 %	APD reçue par habitant (versements nets) :	USD 92,4

* (moins de un dollar par jour)

Source : PNUD – Rapport mondial sur le développement humain 2006 (données 2004)

Accords internationaux

Le Sénégal est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Il est associé au Mali et à la Mauritanie au sein de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et à la Gambie au sein de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG).

Relations avec la communauté financière internationale

En 2003, un accord FRPC (2003-2006) a été signé avec le FMI pour un montant de USD 33 millions, entièrement décaissés. En janvier 2006, les troisième et quatrième revues de cet accord ont été approuvées. Le Sénégal a atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en avril 2004 et a été déclaré éligible au programme IADM. En mai 2006, au terme de la FRPC, des négociations avec le FMI ont été entamées en vue de l'octroi d'un ISPE¹ (Instrument de soutien à la politique économique) qui ont débouché en juillet 2007 sur un accord préliminaire entre le gouvernement sénégalais et les services du FMI. Dans le cadre de sa stratégie d'assistance, la Banque mondiale détient, à fin mars 2007, un portefeuille de 19 projets actifs, correspondant à des engagements de financement de USD 776,7 millions, le total des décaissements s'élevant à près de USD 303 millions.

Depuis 2001, le Sénégal est noté B+ à long terme et B à court terme par l'agence de notation Standard & Poor's. En juillet 2006, l'agence a confirmé ces notes en portant toutefois sa perspective de « stable » à « négative ».

¹ L'ISPE permet au FMI de soutenir les pays à faible revenu qui ne désirent pas bénéficier — ou qui n'ont pas besoin — d'un concours financier du FMI. L'ISPE aide ces pays à élaborer des programmes économiques efficaces. Une fois ceux-ci approuvés par le Conseil d'administration, le FMI informe les donateurs, les banques multilatérales de développement et les marchés qu'il a approuvé le plan d'action de l'État membre concerné.

ACTIVITÉ

Comptes nationaux du Sénégal				
	<i>(en milliards de francs CFA courants)</i>			
	2003	2004	2005	2006 (a)
RESSOURCES	5 505,1	5 921,1	6 511,6	6 843,3
PIB (au prix du marché)	3 960,8	4 233,8	4 563,2	4 802,9
Importations de biens et services	1 544,3	1 687,3	1 948,4	2 040,4
EMPLOIS	5 505,2	5 921,2	6 511,6	6 843,3
Consommation Finale	3 611,4	3 825,1	4 074,4	4 437,3
Publique	531,5	581,6	641,6	723,1
Privée	3 079,9	3 243,5	3 432,8	3 714,2
Formation brute de capital fixe *	832,4	944,7	1 196,4	1 174,8
Exportations de biens et services	1 061,3	1 151,4	1 240,8	1 231,2
Épargne intérieure brute	349,5	408,7	488,8	365,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 482,9	- 536,0	- 707,6	- 809,2
Taux d'investissement (en %)	21,0	22,3	26,2	24,5
Variations en pourcentage				
Taux de croissance du PIB en volume	6,7	5,6	5,3	2,1
Déflateur du PIB (en moyenne)	7,1	1,2	2,4	3,1
Prix à la consommation en moyenne annuelle	0,0	0,5	1,7	2,1
(a) estimations				
* y compris variation de stocks				
Source : BCEAO				

Avec un taux de croissance du PIB réel de seulement 2,1 %, l'activité économique, a connu, en 2006, un point d'inflexion marqué (la croissance annuelle était supérieure à 5 % de 2003 à 2005). Ce net ralentissement résulte des difficultés rencontrées par les secteurs agricole et industriel et des dysfonctionnements du secteur énergétique.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs				
	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007 (a)
Arachides (milliers de tonnes)	440,7	602,6	703,3	460,5
Prix d'achat aux producteurs (francs CFA/kg)	150,0	150,0	150,0	150,0
Coton-graine (milliers de tonnes)	51,6	39,7	45,1	52,3
Prix d'achat aux producteurs (francs CFA/kg)	185,0	195,0	195,0	180,0
Mil/sorgho (milliers de tonnes)	818,2	450,2	752,4	615,4
Maïs (milliers de tonnes)	400,9	400,6	399,9	181,6
Riz paddy (milliers de tonnes)	231,8	232,7	279,4	190,5
(a) estimations				
Sources : BCEAO, administrations sénégalaises				

Dans le secteur primaire, quasiment toutes les cultures ont enregistré une forte baisse de leur production. Outre une pluviométrie mal répartie, l'agriculture a souffert d'un approvisionnement insuffisant en engrais (lié aux difficultés des Industries Chimiques du Sénégal — ICS — cf. infra), et de l'appauvrissement tendanciel des sols. Selon les estimations disponibles, la campagne 2006-2007 aurait ainsi été marquée par un net recul des principales productions céréalières : - 18 % pour le mil et le sorgho, - 54,6 % pour le maïs et - 32 % pour le riz paddy. Toutefois, la production de coton aurait progressé de 16 %.

La production d'arachide, secteur moteur de l'agriculture sénégalaise, a reculé de 34 %, en liaison avec une mise en place tardive des intrants et un prix d'achat au kilo de FCFA 150 jugé peu attractif par les producteurs.

La pêche, essentiellement artisanale, a également connu une année difficile : les débarquements des pêcheurs seraient en recul de 5 % par rapport à l'année antérieure, en raison de la raréfaction structurelle des ressources halieutiques et du prix élevé du carburant en 2006.

Dans le secteur secondaire, l'indice moyen de la production industrielle a enregistré une baisse de 15,5 % sur l'ensemble de l'année 2006. Ce secteur repose essentiellement sur l'extraction et la transformation des phosphates (en engrais pour le marché local et en acide phosphorique pour le marché indien), la transformation de l'arachide en huile et en tourteaux pour le bétail et la valorisation des produits de la mer. La baisse des activités extractives (- 25 %), notamment de phosphate (- 64 %), a pesé sur l'activité industrielle de même que la contre-performance des produits chimiques (- 62 %) et des produits pétroliers raffinés (- 25,3 %). Cette forte dégradation résulte des graves difficultés financières que traversent les ICS et la Société Africaine de Raffinage (SAR).

Phosphates				
	2003	2004	2005	2006
Production (milliers de tonnes)	1 761,9	1 753,8	1 689,0	607,4

Sources : BCEAO, administrations sénégalaises

Les ICS ont été mis en règlement préventif en février 2006 et la production a été arrêtée plusieurs mois, ce qui a significativement pesé sur la croissance en raison du poids de cette entreprise dans l'économie sénégalaise. La production a repris partiellement au cours du dernier trimestre 2006, mais les dettes vis-à-vis du secteur bancaire et des bailleurs sont demeurées impayées. Les dettes financières et commerciales de la société s'élevaient à plus de FCFA 200 milliards (304 millions d'euros) à fin 2006 et les pertes annuelles à FCFA 65 milliards. La crise financière des ICS fait peser un risque systémique sur l'économie, ce qui a conduit l'État à apporter sa garantie à hauteur de FCFA 68 milliards.

Dans le domaine de l'énergie, la SENELEC (Société Nationale d'Électricité) n'est pas parvenue en 2006 à satisfaire dans de bonnes conditions la totalité de la demande en électricité, en raison de l'insuffisance des capacités de production du pays et de difficultés d'approvisionnement en produits pétroliers. Les coupures de courant, fréquentes au cours de l'exercice, ont fortement affecté l'activité économique. La SAR a interrompu ses activités de raffinage en avril 2005 pour 9 mois et n'est pas parvenue à approvisionner de manière continue le marché. Les difficultés financières de la SAR résultent, notamment, du niveau insuffisamment élevé de ses tarifs : alors que les prix du pétrole brut et du gaz butane que la SAR achète sur les marchés internationaux ont enregistré une forte hausse, le prix réglementé des produits raffinés vendus par la SAR n'a répercuté qu'imparfaitement cette hausse des cours. En outre, les subventions compensatrices du gouvernement, insuffisantes pour couvrir les pertes, ont été payées avec retard. En 2006, le montant total des subventions de l'État s'est élevé à FCFA 33 milliards pour le secteur de l'électricité et FCFA 65 milliards pour la SAR. Les difficultés financières de la SENELEC et de la SAR ne permettent plus d'envisager leur privatisation à brève échéance.

Le secteur du BTP a été, en revanche, particulièrement dynamique, en raison de l'ampleur des investissements publics : Programme d'amélioration de la mobilité urbaine (PAMU) à Dakar, travaux liés à l'organisation de la Conférence islamique, construction de trois centrales électriques d'environ

60 mégawatts chacune. En outre, les transferts des non résidents ont alimenté la demande immobilière.

Avec le BTP, le secteur tertiaire a été en 2006 un des principaux moteurs de la croissance. Les télécommunications et, en particulier, la téléphonie mobile, bénéficient d'une très forte hausse de la demande depuis plusieurs années, le nombre de lignes de téléphones mobiles étant passé de 390 000 en 2000 à 1,7 million fin 2005. Cette progression s'est poursuivie en 2006, le nombre de lignes ayant atteint 2,7 millions fin octobre. La SONATEL (Société Nationale des Télécommunications), dont France Télécom est le principal actionnaire, détient 75 % des parts de marché fin 2006.

L'indice moyen du chiffre d'affaires du commerce de détail a progressé en 2006 de 5,9 %. Le secteur de la banque et des assurances a également contribué favorablement à la croissance. Les difficultés de transport, notamment dans l'agglomération de Dakar, se sont toutefois poursuivies en 2006, les grands travaux routiers lancés simultanément dans le cadre du PAMU n'étant toujours pas achevés.

En 2006, les différentes composantes de la demande ont évolué de manière contrastée. La consommation des ménages a augmenté de 8,2 %, notamment en raison de la baisse du taux d'épargne, qui est passé de 10,7 % du PIB à 7,6 % . Les transferts des migrants, qui sont demeurés à un niveau élevé, expliquent aussi, pour partie, le dynamisme de la consommation. La dépense publique a crû de plus de 12 %, en liaison avec les travaux d'infrastructure lancés dans la capitale. Malgré cette politique de renforcement des infrastructures publiques, le taux d'investissement a diminué en 2006 pour s'établir à 24,5 % (contre 26,2 % en 2005), alors qu'il était en hausse continue ces dernières années. Il demeure toutefois proche de l'objectif de 25 % fixé par la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA).

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation a progressé de 2,1 % au lieu de 1,7 % en 2005. Cette évolution résulte du renchérissement des denrées alimentaires, en particulier des produits de la pêche (+ 16,2 %) et des produits alimentaires importés, et de la hausse du prix de l'énergie. Les prix des produits pétroliers ont augmenté de 15,1 %, ceux du gaz de 11,6 %, des services de transport de 9,6 % tandis que les tarifs de l'électricité ont été relevés de 12,5% en octobre 2006. Par ailleurs, les tarifs des services hospitaliers, des loyers et les prix du ciment ont également contribué à alimenter l'inflation.

FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques a été marquée en 2006 par une très forte hausse (+ 50 %) du déficit budgétaire base engagements, hors dons, qui est passé de 4,6 % à 6,5 % du PIB. Cette rapide dégradation s'explique par une progression des dépenses totales (+ 16,8 %) beaucoup plus soutenue que celle des recettes domestiques (+ 9,4 %).

Les recettes fiscales (FCFA 922 milliards), qui constituent plus de 88 % du total des recettes de l'État, se sont accrues en 2006 de 8,4 %, malgré le ralentissement de l'activité et l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006 d'un nouveau barème pour l'impôt sur les sociétés, dont le taux de taxation est passé de 33 % à 25 %. La hausse des recettes fiscales résulte pour l'essentiel du renforcement de l'efficacité des régies financières dans le recouvrement des impôts et taxes.

La hausse de 16,8 % des dépenses totales résulte principalement de l'évolution des dépenses courantes, qui ont augmenté de 22 %, en liaison avec la poursuite du recrutement dans la fonction publique et la revalorisation du traitement de certaines catégories d'agents. Cette hausse s'explique aussi par une augmentation sensible du poste « subvention et transferts », liée en particulier aux subventions destinées au secteur de l'énergie qui ont atteint le niveau record de FCFA 110 milliards en 2006.

Les dépenses en capital, qui représentent 37 % des dépenses totales, ont augmenté de 4,4 % en liaison avec la progression de 17 % des investissements financés sur ressources internes.

Tableau des opérations financières de l'État sénégalais

(en milliards de francs CFA courants)

	2003	2004	2005	2006 (a)
RECETTES TOTALES	797,8	864,8	955,8	1 036,0
Recettes	720,1	776,8	880,2	962,6
Recettes fiscales	677,0	738,5	850,8	921,9
Recettes non fiscales	43,1	38,3	29,4	40,7
Dons extérieurs	77,7	88,0	75,6	73,4
DÉPENSES TOTALES ET PRÊTS NETS	878,1	996,6	1 091,6	1 275,6
Dépenses courantes	529,5	553,9	629,0	770,6
Salaires	203,7	217,6	254,9	286,0
Intérêts de la dette publique	44,6	46,7	40,9	37,7
<i>Intérieure</i>	4,6	5,6	4,8	6,7
<i>Extérieure</i>	40,0	41,1	36,1	31,0
Autres dépenses courantes	281,2	289,6	333,2	445,8
Dépenses en capital	338,5	410,3	454,7	474,9
Sur financement interne	190,3	221,2	287,0	337,1
Sur financement externe	148,2	189,0	167,7	137,8
Prêts Nets	- 18,3	12,3	- 7,1	27,2
SOLDE PRIMAIRE (hors dons) (1)	44,9	48,3	5,1	- 107,4
SOLDE BASE ENGAGEMENTS (dons compris) (2)	- 80,3	- 131,7	- 135,8	- 239,7
AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE (base caisse) (3)	- 80,3	- 131,7	- 135,8	- 239,7
FINANCEMENT	57,2	133,9	135,8	370,3
Financement intérieur	- 11,7	- 8,4	- 25,5	136,1
Financement bancaire	- 13,9	- 40,3	- 59,2	- 12,2
Financement non bancaire	2,2	31,9	33,7	148,3
Financement extérieur	68,9	142,3	161,3	234,2
Tirages sur emprunts	90,8	156,6	153,5	180,7
Amortissement	- 73,9	- 126,9	- 121,5	- 1 062,9
Réaménagement de la dette	20,7	94,6	112,7	1 114,9
Autres financements	31,3	3,4	16,6	1,5
Ajustement statistique	- 23,1	- 2,2	0,0	- 130,6
PIB (au prix du marché)	3 960,8	4 233,8	4 563,2	4 802,9
En pourcentage du PIB				
Recettes totales	20,1	20,4	20,9	21,5
Dépenses courantes	13,3	13,1	13,8	16,0
Solde :				
<i>Budgétaire de base (4)</i>	- 0,2	0,7	- 1,0	- 3,6
<i>base engagements (dons compris)</i>	- 2,0	- 3,1	- 3,0	- 5,0
<i>base caisse</i>	- 2,0	- 3,1	- 3,0	- 5,0
(a) estimations				
(1) Solde primaire = recettes courantes – dépenses courantes (hors intérêts) – dépenses en capital (hors celles sur ressources extérieures)				
(2) Solde (base engagements) = recettes totales (y c. dons) – dépenses totales				
(3) Solde (base caisse) = Solde (base engagements) + arriérés				
(4) Solde budgétaire de base = Recettes totales (hors dons) – Dépenses totales (hors investissements financés sur recettes extérieures)				
Source : BCEAO				

COMPTES EXTÉRIEURS

Le déficit des transactions courantes a atteint 8,2 % du PIB (7,8 % en 2005), en liaison avec l'accroissement du déficit de la balance commerciale.

Balance des paiements du Sénégal				
	<i>(en milliards de francs CFA courants)</i>			
	2003	2004	2005	2006 (a)
TRANSACTIONS COURANTES	- 253,7	- 271,1	- 357,2	- 395,0
Balance commerciale	- 469,9	- 521,1	- 691,3	- 791,9
Exportations FOB	730,6	797,4	832,4	813,6
<i>Produits arachidières</i>	25,3	17,4	20,8	29,0
<i>Produits de la mer</i>	164,1	163,3	154,6	137,1
<i>Phosphates et acide phosphorique</i>	5,3	4,4	3,4	4,8
<i>Produits pétroliers</i>	28,0	115,2	162,8	193,3
Importations FOB	- 1 200,5	- 1 318,5	- 1 523,7	- 1 605,5
<i>Biens d'équipement</i>	- 172,5	- 189,3	- 378,9	- 388,5
<i>Produits pétroliers</i>	- 230,7	- 255,8	- 431,6	- 460,8
<i>Produits alimentaires</i>	- 337,7	- 345,6	- 340,2	- 348,0
Balance des services, dont	- 13,0	- 14,8	- 16,3	- 17,3
Fret	- 158,4	- 173,9	- 193,5	- 217,8
Voyage	101,8	101,8	102,8	103,8
Balance des revenus	- 79,1	- 69,1	- 47,2	- 50,7
dont intérêts de la dette publique	- 45,7	- 47,1	- 36,1	- 34,0
Balance des transferts courants	308,3	333,9	397,6	464,9
Secteur privé	241,0	269,6	340,8	409,9
Secteur public	67,3	64,3	56,8	55,0
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	301,0	368,4	339,0	511,5
Transferts de capital (remise de dette comprise)	87,6	396,2	105,2	1 185,0
Opérations financières	213,4	- 27,8	233,8	- 673,5
Investissements directs	28,8	33,8	27,6	47,3
Investissements de portefeuille	12,8	- 14,7	14,4	- 26,6
Autres investissements	171,8	- 46,9	191,8	- 694,2
(dont amortissement de la dette)	nd	- 389,8	- 79,1	- 1 063,7
ERREURS ET OMISSIONS	8,6	9,1	4,1	0,0
SOLDE GLOBAL	55,9	106,4	- 14,1	116,5
Pour mémoire :				
Financement exceptionnel	82,7	368,3	69,6	1 144,3
Variation des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnements	62,0	46,2	33,0	29,4
Remises de dette	20,7	322,1	36,6	1 114,9
Exportations / Importations (%)	60,9	60,5	54,6	50,7

(a) estimations
 N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.
 Source : BCEAO

Le creusement du déficit de la balance commerciale (+ 14,5 %) s'explique par une progression de 5,3 % des importations et la baisse du niveau des exportations (- 2,2 %). L'évolution des importations est imputable essentiellement à l'augmentation de plus de 6,7 % de la facture pétrolière. La contre-performance des exportations s'explique notamment par la baisse des exportations de produits de la mer, qui constituent le premier poste à l'exportation (16,8 % du total). Le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 54,6 % en 2005 à 50,7 % en 2006. Le déficit commercial s'établit à 16,5 % du PIB contre 15,1 % en 2005.

L'excédent de la balance des transferts courants a continué de progresser (+ 17 %), en particulier grâce aux transferts de fonds des travailleurs émigrés, ce qui a contribué à limiter la hausse du déficit des transactions courantes.

L'excédent du compte de capital et des opérations financières a enregistré en 2006 une progression de plus de 50 %, en liaison avec la remise de dette de FCFA 1 112,8 milliards, obtenue dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative d'Allégement Multilatérale de la Dette. Le solde global de la balance des paiements est ainsi redevenu excédentaire, à hauteur de FCFA 116,5 milliards contre un déficit de FCFA 14,1 milliards, en 2005.

Dettes extérieures du Sénégal				
	<i>(encours en millions de dollars)</i>			
	2002	2003	2004	2005
DETTE À COURT ET LONG TERME	4 086,0	4 367,0	3 825,0	3 792,0
Dettes à long terme	3 539,0	3 971,0	3 585,0	3 608,0
Dettes publiques garanties	3 506,0	3 921,0	3 440,0	3 467,0
Dettes privées non garanties	33,0	50,0	145,0	141,0
Recours aux crédits FMI	253,0	240,0	204,0	148,0
Dettes à court terme	294,0	156,0	36,0	36,0
Dont arriérés d'intérêts sur dettes à long terme	2,0	2,0	0,0	0,0
<i>Envers créanciers publics</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Envers créanciers privés</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Pour mémoire				
Arriérés sur principal de dettes à long terme	13,0	10,0	13,0	10,0
<i>Envers créanciers publics</i>	<i>13,0</i>	<i>10,0</i>	<i>13,0</i>	<i>10,0</i>
<i>Envers créanciers privés</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Indicateurs de dette (en pourcentage)				
Dettes totales / exportations biens et services	381,3	238,6	175,2	161,1
Dettes extérieures / PIB	66,1	51,3	44,4	42,8
Service payé de la dette / exportations biens et services	20,5	13,3	15,4	8,2
Service payé de la dette / recettes budgétaires	23,0	19,6	22,8	11,6
Dettes multilatérales / dettes totales	54,6	58,8	74,8	74,6
Sources : Banque mondiale et BCEAO				

La dette extérieure du Sénégal s'élevait, selon la Banque mondiale, à USD 3,8 milliards fin 2005. Cet endettement, à long terme et concessionnel, est contracté à hauteur de 74,6 % auprès des créanciers multilatéraux. Le Sénégal a bénéficié en 2006 de l'annulation de sa dette vis-à-vis des institutions multilatérales. Ces allègements ont porté sur FCFA 1 112,8 milliards (dont FCFA 86 milliards pour le FMI, FCFA 172 milliards pour la BAD et FCFA 855 milliards pour la Banque mondiale) ce qui a permis d'améliorer significativement le ratio dette extérieure / PIB qui est passé, selon la BCEAO, à 20,8 % à fin 2006.

SYSTÈME BANCAIRE

À fin 2006, le système bancaire sénégalais comptait 18 banques (contre 17 en 2005) et 4 établissements financiers (contre 3 en 2005). Le nombre d'établissements s'est accru avec l'agrément de la Banque Régionale des Marchés (BRM) et l'autorisation accordée, dans le cadre de l'agrément unique, à la SAFCA Côte d'Ivoire— Société Africaine de crédit automobile — (devenue Alios Finance) d'ouvrir une succursale à Dakar.

Système bancaire du Sénégal								
(en milliards de francs CFA)								
ACTIF	2004	2005	2006	PASSIF	2004	2005	2006	
Op. de trésorerie et interbancaires	354,0	299,7	346,1	Op. de trésorerie et interbancaires	90,1	111,1	165,8	
Opérations avec la clientèle	870,1	1098,6	1224,7	Opérations avec la clientèle	1 254,9	1 380,9	1 484,0	
Opérations sur titres et diverses	262,3	272,1	280,9	Divers	62,0	75,5	68,0	
Valeurs immobilisées	89,3	97,3	105,2	Provisions, fonds propres et ass.	168,7	200,1	239,1	
Total actif	1 575,6	1 767,7	1 956,8	Total passif	1 575,6	1 767,7	1 956,8	
<i>Hors-bilan</i>								
Engagements de financement	106,6	120,2	139,5	Coefficient net d'exploitation (%)	57,4	56,0	56,7	
Engagements de garantie	221,8	266,9	290,3	(Frais gén. + dot. am/PNB)				
Engagements douteux	0,9	2,1	1,8	Taux de marge nette (%)	26,8	23,1	25,3	
Autres engagements	0,1	0,1	0,2	(Résultat net/Produit net bancaire)				
Total hors-bilan	329,3	389,3	431,7	Coefficient de rentabilité (%)	17,5	15,5	15,5	
				(Résultat net/Fonds propres)				

Source : Commission bancaire de l'UMOA

Les emplois globaux représentaient 26,4 % du total de l'UEMOA. Les crédits à la clientèle n'ont progressé que de 9,5 % contre 26,9 % en 2005. Les concours sont concentrés sur les industries manufacturières, l'énergie et le commerce. La qualité du portefeuille s'est dégradée : l'encours des crédits en souffrance net a doublé pour s'établir à FCFA 109 Mds, en raison de l'évolution des créances impayées ou immobilisées. Le taux brut de dégradation du portefeuille clientèle est passé de 12,5 % à 16,8 % et le taux de provisionnement a chuté de 73,7 % à 67,2 %.

Les ressources se sont établies à FCFA 1 792 Mds, en progression de 8,2 % contre 11,5 % en 2005. Les fonds propres se sont consolidés de FCFA 29 Mds pour atteindre FCFA 186 Mds alors que les dépôts et emprunts progressaient de 7,3 %.

Le produit net bancaire s'est élevé à FCFA 133 Mds contre FCFA 123 Mds en 2005, enregistrant une progression moins forte qu'en 2005. Toutefois, le résultat d'exploitation a augmenté de 7,7 %, atteignant FCFA 44 Mds. Le bénéfice net provisoire atteint FCFA 34 Mds à la fin 2006, en progression de 18,2 %. Le taux de marge nette d'est accru, passant de 23,1 % à 25,3 % tandis que le coefficient de rentabilité est resté stable, à 15,5 %.

La situation de la microfinance au Sénégal à fin mars 2007, par rapport à fin mars 2006, laisse apparaître une baisse des points de services de 1,4 %, et une forte augmentation des crédits en souffrance (+ 36,9 %), le taux brut de dégradation du portefeuille passant de 3,4 % à 4,3 %. Dans la même période, les encours de crédits se sont accrus de 7,4 % et les dépôts de 16,8 %. En mars 2007, on comptait environ 840 000 bénéficiaires directs (+ 20 % par rapport à mars 2006)

En matière de lutte anti-blanchiment, le Sénégal dispose d'une cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) fonctionnelle, qui a été créée en 2004.

PERSPECTIVES

En 2007, la croissance devrait repartir à la hausse en raison, notamment, de la reprise d'activité des ICS, initiée fin 2006, et d'une réduction des difficultés du secteur énergétique. Selon la BCEAO, le taux de croissance du PIB réel serait supérieur à 5,0 % après 2,1 % en 2006. L'amélioration de la situation des ICS reposerait sur trois volets : la signature (annoncée en juillet 2007) d'un accord de recapitalisation, pour USD 80 millions, par le consortium indien Iffco (qui deviendrait ainsi l'actionnaire majoritaire des ICS), la restructuration de la dette grâce à la négociation d'un échéancier avec les créanciers et l'octroi d'exonérations fiscales.

Les difficultés d'approvisionnement en énergie devraient se poursuivre, mais à un degré moindre qu'en 2006 car une nouvelle centrale a été mise en place à Kounoun mi-2007 et d'autres centrales sont en cours de construction.

En 2007, le taux d'inflation demeurera une source d'inquiétude et pourrait s'établir au dessus de l'objectif de 2 % en moyenne pour l'année. En effet, en moyenne, l'inflation est estimée à 5,4 % à fin juin 2007. Sur cette période, le renforcement des pressions inflationnistes a résulté d'une accélération simultanée de la hausse des prix des produits alimentaires et non alimentaires. La progression de la composante alimentaire résulte du renchérissement du riz importé, du poisson et du sucre. La progression de la composante non alimentaire s'explique, pour l'essentiel, par le renchérissement du gaz, de l'électricité et du ciment.

Sur le plan budgétaire des efforts accrus seront nécessaires pour limiter le déficit public et le ramener, comme cela est prévu, à environ 4 % du PIB au cours des trois prochaines années.

L'accord préliminaire de juillet 2007, entre le gouvernement sénégalais et les services du Fonds, a été bâti autour d'un cadre de politiques économique et financière pour 2007-2010, complété par des réformes ciblées sur le renforcement de la transparence et de la gouvernance dans la gestion des finances publiques, l'amélioration de l'environnement des affaires et l'accroissement du rôle du secteur financier dans l'accès au crédit et aux capitaux. La décision finale sur le soutien du FMI au programme du Gouvernement pourrait intervenir en octobre 2007.